

Convention de partenariat
entre la Caisse nationale des allocations familiales
et le Centre national d'information sur les droits des femmes

Entre

- **la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)**, représentée par son directeur général, Monsieur Daniel Lenoir, dont le siège se situe 32 avenue de la Sibelle - 75 685 Paris Cedex 14 ;

ci-après dénommée « la Cnaf » ;

et

- **le centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (Cnidff)**, association nationale loi de 1901 liée par convention d'objectifs et de moyens avec l'État, représentée par sa directrice générale, Madame Annie Guilberteaud, dont le siège se situe 7 rue du jura, 75013 Paris ;

ci-après dénommée « le Cnidff »

Vu le décret 2010-1308 2010 relatif à la création du comité national de soutien à la parentalité,

Vu la circulaire interministérielle n°2012-63 du 7 février 2012 et la circulaire Dgcs du 9 avril 2014 relatives à la politique départementale du soutien à la parentalité,

Vu la convention d'objectifs et de moyens entre l'Etat et le Cnidff 2013-2015,

Vu la convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et la Cnaf 2013-2017,

Vu le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale,

Vu la convention tripartite Etat/Cnaf /Pole emploi du 11 avril 2014,

Vu les engagements respectifs des parties avec le Défenseur des Droits (protocole Cnaf / Ddd du 3 avril 2013 et convention Cnidff/ Ddd du 2 décembre 2013).



1



Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

• **La Cnaf** et la branche Famille du régime général de la sécurité sociale ont deux missions principales : aider les familles dans leur diversité et développer la solidarité envers les publics vulnérables. Pour cela, la branche Famille accompagne l'ensemble des familles ayant des enfants dans toute leur diversité, en proposant une offre de service combinant le versement des prestations familiales et la mise en œuvre de dispositifs et d'interventions d'actions sociale familiale. L'action de la branche Famille a vocation à préparer l'avenir, par l'investissement dans la jeunesse, le soutien aux parents dans leur rôle et le développement d'une offre d'accueil collectif et individuel de la petite enfance pour faciliter une meilleure conciliation entre vie familiale, vie professionnelle et vie sociale.

• **Le Cnidff** est une association nationale créée en 1972, sur laquelle l'État s'appuie pour mettre en œuvre la politique d'information des femmes sur leurs droits et contribuer à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Cnidff assure la direction, la coordination et la représentation nationale de l'activité d'un réseau de 111 Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (Cidff) implantés sur l'ensemble du territoire.

Les Cidff exercent une mission générale d'information auprès d'un public composé prioritairement de femmes et de familles, dans les domaines de l'accès aux droits, la lutte contre les violences sexistes, le soutien à la parentalité, l'emploi, la formation professionnelle, la création d'entreprise, la sexualité et de la santé. Ils mènent des actions en partenariat avec les Caf, notamment en matière de soutien à la parentalité et d'accès aux droits. Certaines collaborations concernent, par ailleurs, l'accompagnement de publics cibles vers l'insertion professionnelle, en particulier dans le cadre du Rsa.

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, la Cnaf et le Cnidff renforcent leur partenariat destiné à promouvoir le soutien à l'exercice de la fonction parentale et l'accès aux droits pour les familles, ainsi que l'accompagnement des femmes confrontées à des situations de précarité et s'engagent à mobiliser les Caf et les Cidff pour renforcer leurs partenariats à l'échelon local.

La Cnaf et le Cnidff s'engagent par ailleurs dans une collaboration spécifique autour du déploiement des séances d'information collectives « Etre parents après la séparation » testées au cours de l'année 2015 dans le cadre de l'expérimentation sur la garantie contre les impayés de pensions alimentaires (Gipa).



Article 2 - Axes de collaboration

La collaboration porte sur trois thématiques principales :

- le soutien à l'exercice de la fonction parentale ;
- l'accès aux droits pour les familles ;
- les parcours d'insertion socio-professionnelle des femmes et des familles en situation de précarité ou de vulnérabilité.

Article 3 – Modalités de collaboration

Article 3.1 : Promouvoir et développer les partenariats locaux entre Cidff et Caf

L'expertise du réseau des Cidff dans les champs du soutien à la parentalité, de l'accès aux droits, de l'accompagnement vers l'insertion professionnelle est pleinement reconnue par la Cnaf. Au plan local, cette expertise se traduit par des actions menées en partenariat entre les Caf et les Cidff, contractualisées par voie de convention.

- Le soutien à l'exercice de la fonction parentale

Mis en œuvre par les Cidff, il s'inscrit en cohérence avec les dispositifs de soutien à la parentalité animés par les Caf, les nouveaux schémas départementaux des services aux familles et les comités départementaux des services aux familles (Cdsf)

Les Cidff proposent une offre diversifiée en matière de soutien de la parentalité : actions mises en œuvre dans le cadre des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap), mais aussi des points d'information familles (Pif), services de médiation familiale, espaces de rencontre.

Les Cidff s'attachent à promouvoir l'égalité parentale au sein des familles :

- en favorisant l'exercice de la coparentalité avant et après la séparation du couple ;
- en accompagnant les pères dans leur investissement dans leur vie familiale ;
- en confortant chaque membre du couple dans ses propres compétences à assumer sa fonction de parent ;
- en soutenant les relations parents-enfants.

Une attention particulière est portée aux **femmes en situation de monoparentalité** au moyen d'actions visant à restaurer la confiance en soi et l'autonomie sociale et professionnelle.

Les Cidff mettent également en place des actions pour prévenir et lutter contre les **violences intrafamiliales**, en particulier les violences au sein du couple.

Ces actions peuvent se traduire par la mise en place de permanences juridiques, d'entretiens individuels, de groupes de parole, d'ateliers, d'informations collectives

Les Cidff peuvent proposer au personnel des Caf des modules de sensibilisation sur la problématique de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- **L'accès aux droits pour les familles**

La mission première des Cidff est d'informer les femmes et les familles sur leurs droits. Ce faisant ils luttent contre le **non recours aux droits** qui constitue un objectif des Caf dans le cadre de la Cog et du plan pluriannuel de lutte contre la précarité et l'inclusion sociale.

Les Cidff repèrent les situations de méconnaissance de droits, informent, orientent les femmes et les familles vers les acteurs et les dispositifs appropriés. Ils mènent des permanences généralistes d'accès aux droits, des permanences juridiques en droit de la famille. Ils informent sur les prestations sociales, notamment celles liées à la famille. Les permanences juridiques peuvent être organisées dans les locaux des Caf.

De concert avec les Caf, les Cidff peuvent mettre en place des interventions collectives à l'attention du public ou/et des professionnels des Caf.

Les Cidff peuvent être amenés à intervenir dans le cadre des parcours généraux mis en place par les Caf pour faciliter l'accès aux droits ou dans le cadre des parcours spécifiques répondant à des événements de vie particuliers, notamment « le parcours séparation ».

- **Les parcours d'insertion socio-professionnelle des femmes et des familles en situation de précarité ou de vulnérabilité.**

Les Caf sont des acteurs clés dans la mise en œuvre du Rsa : instruction des dossiers, versement de la prestation, orientation des bénéficiaires vers le mode d'accompagnement approprié, voire accompagnement social des familles monoparentales,

Les Cidff peuvent accompagner de manière complémentaire et concertée le public des Caf vers l'insertion professionnelle selon les modalités suivantes :

- accompagnement professionnel ou socio-professionnel des **bénéficiaires du Rsa** (et lutte contre les situations d'exclusion) ;
- accompagnement social adapté et renforcé proposé aux **familles monoparentales** ayant de jeunes enfants pour concilier vie familiale et insertion (Insertion sociale et professionnelle avec focus sur l'articulation des temps) ;
- accompagnement des **bénéficiaires du complément de libre choix d'activité (Clca) ou de la prestation partagée d'éducation de l'enfant (Prepare)** au retour à l'emploi avant la fin de leurs droits (suite de l'expérimentation portant sur l'accompagnement des femmes en congé parental dans le cadre des territoires d'excellence) en lien avec la convention tripartite du 11 avril 2014 signée par l'Etat, Pôle Emploi et la Cnaf.

Afin de soutenir et renforcer ces interventions, la Cnaf et le Cnidff s'engagent à :

- assurer la promotion de leur partenariat auprès de leur réseaux respectifs et de leurs partenaires ;
- mettre à disposition des professionnels de leur réseau les ressources dont ils disposent, et à mutualiser les outils documentaires et méthodologiques.

Le Cnidff met en place une **offre de formation** destinée aux professionnel-le-s de son réseau intervenant dans le champ de la présente convention

Le Cnidff **coordonne les actions** menées par les Cidff dans le champ de la présente convention.

Article 3.2 : Tester les séances d'information collectives « Etre parents après la séparation »

Il s'agit de préfigurer dans le cadre de l'expérimentation de la gestion des impayés de pensions alimentaires (Gipa), une nouvelle modalité d'intervention destinée à mieux informer les parents en situation de divorce ou de séparation.

Sur le modèle déployé au Québec, mais en l'adaptant au contexte français, les séances d'information collectives « Etre parents après la séparation » proposent des informations aux parents sur:

- les conséquences de la rupture (affectives, juridiques et économiques) ;
- les modalités de l'exercice de l'autorité parentale, les différents types de séparation et de divorces ;
- les modalités de communication parentale après la séparation ;
- les offres locales : services de médiation familiale, offre de travail social des Caf autour des séparations, groupe de parole d'enfants ayant des parents séparés, autres dispositifs de soutien à la parentalité (Reaap, espaces de rencontre etc.).

Dans le cadre des sessions d'accompagnement méthodologique mises en place à l'attention des animateurs de ces séances, le Cnidff intervient pour présenter les aspects juridiques.

Les Cidff peuvent contribuer à l'animation des séances d'information collectives. A ce titre, ils peuvent participer aux comités de pilotage de l'expérimentation Gipa mis en place par les Caf

Article 3.3 : Valoriser l'expertise commune et les bonnes pratiques

Chacune des parties peut solliciter l'autre pour participer à des **groupes de travail** portant sur le champ de la présente convention afin qu'elle y apporte son expertise.

Le Cnidff recueille et analyse les informations transmises par les Cidff. Il s'attache à identifier les actions particulièrement pertinentes menées par les Cidff dans le cadre des partenariats avec les Caf à les mutualiser au sein de son réseau, à les valoriser sous forme de **bonnes pratiques** et à les faire connaître à la Cnaf.

La création d'un espace documentaire relatif à la parentalité par la Cnaf, qui permettra de mettre à disposition des familles et des acteurs un outil recensant différentes ressources, capitaliser les connaissances et capitaliser les bonnes pratiques, relève de la même logique.

La Cnaf et le Cnidff peuvent solliciter leurs réseaux respectifs pour participer à des manifestations nationales qu'elles organisent.

Article 3.4 : Développer la communication

Les parties assurent la promotion de leur partenariat par le biais de leurs sites Internet et de leurs outils de communication.

Elles s'informent réciproquement de la création de tout support de communication, outils d'information réalisés dans le champ de la présente convention.

Elles peuvent s'engager conjointement dans une action de communication destinée à promouvoir le soutien à la fonction parentale, l'égalité au sein des familles, l'accès aux droits, l'insertion des personnes et des familles en situation de précarité.

Article 4 : Modalités d'échange d'information et de communication entre les parties

Les parties signataires s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles qu'elles jugent nécessaires dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Préalablement à tout échange de documents, d'informations, d'études ou de décisions, les parties s'engagent à respecter les dispositions législatives et réglementaires et notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, chacune des parties signataires s'engage à faire respecter les dispositions de la loi susvisée et notamment à faire respecter la confidentialité des informations.

Les parties signataires sont ainsi tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et de confidentialité pour tout ce qui concerne notamment les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et, pour une période de cinq ans, après son expiration. Les parties s'interdisent toute communication écrite ou verbale sur ces sujets ou toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable et écrit des autres parties.

Article 5 : Modalités financières

Les parties signataires conviennent que leurs engagements visés à l'article 1 de la présente convention sont assurés à titre gratuit, hormis la collaboration spécifique relative au déploiement des séances d'information collectives « Etre parents après la séparation ».

Au niveau local, l'action des Cidff peut être financée par les Caf dans le cadre de conventions spécifiques.



Article 6 : Evaluation de la convention

Pour mener à bien les modalités de collaboration prévues à l'article 3 de la présente convention et mettre en place un réel échange, les parties décident de se rencontrer au minimum une fois par an. Cette réunion rassemble des agents de la Cnaf et des salariés du Cnidff. Elle est animée par la Cnaf.

En cas de nécessité, ou si l'une ou l'autre des parties en ressentait le besoin, des rencontres supplémentaires pourront être programmées.

Un représentant de la Cnaf participe par ailleurs aux conseils d'administration du Cnidff.

Article 7 : Durée – Modification - Résiliation


La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter de la date de signature figurant ci-dessous, sans possibilité de renouvellement tacite.

Pendant cette durée, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Paris en trois exemplaires, le 10 juillet 2015

Le directeur général de la Cnaf


Daniel Lenoir

La directrice du Cnidff


Annie Guilberteaud